

Biélorussie, la lutte pour la démocratie

Le peuple biélorusse lutte pour ses droits face au “Dernier dictateur de l’Europe” élu de



façon frauduleuse.

Le dimanche 9 août en Biélorussie, Alexandre Loukachenko est réélu président pour la 6ème fois depuis 1994, soit la première élection présidentielle de la Biélorussie juste après la chute de l’URSS. Ce dernier a été élu à 80,2% des voix, un résultat d’élection contesté par la population qui est sortie dans les rues par milliers pour manifester contre cette dernière jugée truquée. Cependant le phénomène n’est pas nouveau: chaque réélection donne lieu des mouvements contestataires violemment réprimés par les forces de l’ordre biélorusse. Pourtant cette fois-ci les choses semblent prendre une ampleur jamais connue auparavant. Comment cela s’explique-t-il ?

“”Le dernier dictateur d’Europe”:

Lorsque la jeune démocratie biélorusse met le pouvoir entre les mains d'Alexandre Loukachenko en 1994, elle brise ses propres ailes dans son envol vers la démocratisation du pays. En effet, le président biélorusse, ancien chef de kolkhoze apporte avec lui un héritage soviétique bien marqué, avec une fonction publique importante, peu de privatisation, et un régime autocratique. Il existe en effet une sorte de contrat tacite entre le peuple et son dirigeant qui, en échange de libertés bafouées, leur promet une double-sécurité : d'abord économique, avec une politique d'Etat-providence, une ouverture à la mondialisation limitée contrebalancé par des relations commerciales et politique avec la Russie. Et il semble avoir tenu cette promesse puisque dans la décennie suivant sa première élection, l'ancienne république socialiste soviétique est la plus dynamique de l'ancien bloc soviétique. Ensuite Loukachenko, de par son lien étroit avec la Russie promet également à son peuple une sécurité existentielle : en effet, la Biélorussie fonctionne aujourd'hui comme une sorte de tampon entre le bloc européen et la Russie et on a souvent accusé le dirigeant biélorusse de faire des allers-retours entre les deux puissances, tantôt cherchant le soutien de l'Europe pour appuyer son indépendance et son existence comme pays et non pas facade russe, tantôt sympathisant avec la Russie dont elle dépend fortement économiquement puisque la majorité de ses importations sont russes. Ainsi, en assurant à son peuple ses deux critères, le "père des biélorusses" se permet une politique autoritaire qui passe entre autres, par la promotion du patriotisme, le formatage de la jeunesse ("jeunesses biélorusses"), l'enfermement des opposants politiques et bien sûr une politique de répression violente quant à tous mouvements s'opposant aux décisions de l'Etat, ce qui pourtant n'a pas empêché les nombreuses contestations des démocrates au cours de la présidence de Loukachenko.

2020 : une crise mal gérée :

Cependant, la crise du coronavirus a porté un coup à l'autorité et à la crédibilité de Loukachenko. En effet, le "père du peuple", censé protéger à tout prix, même celui de leurs libertés et de leurs droits, ses citoyens, a complètement sous-estimé la crise du coronavirus, refusant toutes mesures de confinement. Dans une interview, alors qu'il est à un match de hockey sur glace qui ne semble respecter aucune mesure de distanciation sociale, il dit même: *"Il n'y a pas de virus ici ! Vous n'avez pas vu de virus passer n'est-ce pas ? Je n'en vois pas non plus !"*. Les chiffres officiels annoncent pourtant plus 500 morts

bien qu'aucun chiffre indépendant ne permette de vérifier les véritables conséquences de la crise du covid en Biélorussie.

Mais le covid n'est pas la seule chose que le dirigeant biélorusse tend à sous-estimer en 2020. En effet, il décide de laisser Svetlana Tsikhanovskaïa se présenter à la présidentielle la considérant comme inoffensive après l'enfermement de tous ces autres opposants politiques dont le mari de cette dernière. Un très mauvais calcul de la part de Loukachenko puisqu'elle s'est positionnée en véritable leader de l'opposition, insufflant à la population biélorusse des envies révolutionnaires.

Ces deux nouveaux éléments viennent s'ajouter à un contexte d'aspirations démocratiques grandissantes du fait de l'apparition d'une classe moyenne et des difficultés économiques



de plus en plus importantes, un climat déjà propice aux tensions.

Un scrutin peu satisfaisant :

Alors que les résultats tombent le dimanche 9 août, la population dénonce tout de suite la victoire de Loukachenko comme illégitime. En effet, ce scrutin n'a rien de très démocratique: des candidats d'oppositions emprisonnés, des urnes opaques et des isolements sans rideau, des scrutateurs locaux frappés et arrêtés, interdiction des journalistes et des étrangers,... Un certain nombre de choses qui laissent à penser que les électeurs n'avaient pas vraiment le choix quant au nom qu'ils devaient inscrire sur les bulletins. De plus, la

candidate Svetlana Tsikhanovskaïa n'a obtenu officiellement que 9,9% des voix quand elle avait pourtant rallié à sa cause une foule de partisans. Elle assure d'ailleurs avoir véritablement obtenu la majorité des voix, ce qui ferait ainsi d'elle, la chef d'Etat légitime de la Biélorussie. Cette injustice donne alors lieu depuis l'élection à des manifestations d'une ampleur sans précédent, si bien qu'il semble que tout le peuple biélorusse descend chaque dimanche dans les rues pour scander ensemble des slogans contestataires comme "Loukachenko, démission" ou encore "Notre liberté".

Organisation de l'opposition de l'intérieur et de l'extérieur:

Ces manifestations sont par ailleurs inspirées et encouragées par Svetlana Tsikhanovskaïa depuis la Lituanie où elle s'est exilée avec ses enfants. Depuis le 9 août, les dimanches en Biélorussie sont devenus des jours de manifestations, de lutte contre la police antiémeute de Minsk. Si au départ les grandes marches de plus de 100 000 sur les grandes artères de Minsk et autres grandes villes étaient privilégiées, la forme des manifestations s'adapte aujourd'hui à la répression de plus en plus violente de la police, dont le nombre d'arrestations augmente et qui déploie de nouvelles armes comme les grenades flash-bangs. Ces violences se traduisent également par la mort d'au moins quatre personnes, battu à mort ou même tué à bout portant, et la torture de certains manifestants arrêtés. De plus, la crise sanitaire ne préconise pas ce type de rassemblement. Mais les habitants n'abandonnent pas. Selon le politologue russe Valeri Karbalevich : *"En Biélorussie, nous ne parlons pas d'un déclin des humeurs protestataires. Le nombre de manifestants non seulement ne diminue pas, mais augmente même"*. En effet Svetlana Tsikhanovskaïa, qui coordonne les manifestations du mieux qu'elle peut depuis Vilnius, encourage une autre forme de manifestations qu'elle appelle la "marche entre voisins": une multiplication de petits rassemblements dans différents quartiers, plus pratique pour les retraités par exemple n'ayant pas à se déplacer vers un lieu de rendez-vous qui plus est bondé.

Mais plus que d'organiser les manifestations, l'opposante exilée a lancé à Loukachenko un ultimatum qui est arrivé à échéance le 25 octobre : elle demandait alors l'arrêt des répressions, la libération des opposants politiques parmi lesquels se trouvent notamment son mari et la démission de Loukachenko lui-même sous peine d'une grève générale en Biélorussie. Ces objectifs bien évidemment non atteints à la date butoir, la grève a effectivement pris effet le 25 octobre dans le secteur privé comme dans le secteur public.

Cependant Loukachenko semble s'accrocher à son poste à tout prix, prêt à user de la violence contre sa propre population que ses maigres propositions de réformes pour tenter d'apaiser la situation ne semble pas satisfaire.



Manifestation dans les rues de Minsk. Les manifestants brandissent le premier drapeau de la République populaire biélorusse de 1918, devenu un symbole de la lutte pour la

Réponses internationales:

Les grands défenseurs de la démocratie, l'Europe et les Etats-Unis, condamnent évidemment le chef d'Etat biélorusse qui n'est d'ailleurs pas reconnu comme tel dans l'Union Européenne ; en effet, c'est Svetlana Tsikhanovskaïa, qui est reconnue aujourd'hui comme la présidente légitime de la Biélorussie. Le Parlement Européen a d'ailleurs imposé des sanctions envers quarante biélorusses jugées comme ayant une part de responsabilité dans la falsification de cette élection, comme une interdiction de se déplacer librement au sein de l'Union Européenne et un gel des fonds et ressources économiques des personnes listées. L'Union tient aussi à apporter un soutien financier aux victimes des violences, aux organisations de la société civile et aux médias indépendants. Par ailleurs, elle apporte également un soutien symbolique au pays en décernant au Conseil de coordination le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit.

La France s'intéresse également à la situation biélorusse. En effet, fin septembre, Emmanuel Macron est l'un des premier dirigeant à rencontrer la chef de file de l'opposition biélorusse lors d'une visite officielle à Vilnius. Cette dernière espérait notamment qu'il

pourrait jouer un rôle de médiateur en impliquant la Russie dans les négociations. Elle a déclaré que le président français *“soutient l'idée de la médiation, parce qu'il comprend que des pays puissants doivent être impliqués pour entamer des négociations avec Loukachenko. Il est prêt à apporter son aide sur ce point”*.

De l'autre côté de l'Atlantique, le nouveau président américain Joe Biden, a également, à



maintes reprises, affirmé publiquement son soutien à l'opposition biélorusse. De plus, Svetlana Tsikhanovskaïa a personnellement félicité le duo Biden-Harris pour leur victoire sur Twitter en indiquant qu'elle avait hâte d'une future collaboration avec les Etats-Unis. Cette dernière espère en effet qu'avec la première puissance mondiale à ses côtés, elle pourra faire pression sur le gouvernement de Loukachenko.

La Russie, elle, a décidé de soutenir le chef d'Etat biélorusse bien que celui-ci ait été particulièrement virulent avec la Russie pendant sa campagne. La Russie entretient en effet des relations compliquées avec la Biélorussie. S'ils sont officiellement alliés car la Russie a besoin de sa voisine comme rempart face notamment à l'OTAN et qu'elle contribue à la moitié de son PIB, Loukachenko est connu pour son double-jeu entre la Russie et l'Union Européenne soutenant l'un ou l'autre à son avantage. Depuis l'annexion de la Crimée en 2014, le gouvernement biélorusse s'était notamment distancié de la Russie par peur que celle-ci répète le scénario ukrainien en Biélorussie. Mais jamais Loukachenko n'avait été aussi virulent que lors de cette campagne de 2020, où il s'est présenté en protecteur de l'indépendance Biélorusse, contre le Russie. Pourtant Poutine est prêt à faire l'impasse parce qu'il a besoin de l'existence de la Biélorussie de Loukachenko, soit un régime

autoritaire. En effet, si le peuple renverse le gouvernement, non seulement cela signifie pour Moscou la perte d'un allié, mais surtout cela pourrait être source d'inspiration pour le peuple russe, ce qui constitue une véritable menace pour Poutine dont les élections sont à peu près aussi démocratique que celle de Loukachenko. La Russie a donc tout intérêt à soutenir le "dernier dictateur d'Europe".



Le président russe, Vladimir Poutine et Alexandre Loukachenko,

Le peuple biélorusse continue donc à se battre pour une véritable démocratie sous le joug de la vaillante Tsikhanovskaïa, malgré les violentes répressions des policiers, afin d'obtenir gain de cause et de prouver au gouvernement qu'il a perdu toute autorité sur la population.

Inès Cahuzac, Terminale 2

Sources:

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/08/10/deni-democratique-en-bielorussie_6048598_3210.html

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/08/07/bielorussie-entre-poutine-et-loukachenko-une-complexe-relation-d-interets-mutuels_6048372_3210.html

<https://www.dw.com/en/belarus-hundreds-arrested-as-opposition-looks-to-biden/a-55537198>

<https://www.courrierinternational.com/article/bras-de-fer-ultimatum-de-lopposition-loukachenko-la-bielorussie-vers-une-greve-generale>

<https://www.dw.com/en/belarus-hundreds-arrested-as-opposition-looks-to-biden/a-55537198>

https://www.ng.ru/cis/2020-11-22/5_8020_belorussia.html

<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/10/02/belarus-eu-imposes-sanctions-for-repression-and-election-falsification>

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/09/29/crise-en-bielorussie-emmanuel-macron-va-rencontre-la-chef-de-l-opposition-svetlana-tikhanovskaia_6054040_3210.html

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/29/nouvelle-manifestation-de-l-opposition-bielorusse-qui-change-de-tactique_6061554_3210.html

